

Après le 17 novembre, prolonger la colère contre Macron et le gouvernement des riches (Communiqué NPA 65)

Le constat est sans appel, le gouvernement le reconnaît lui-même : le 17 novembre, près de 300 000 gilets jaunes sur les routes et dans les rues, et plus de 2000 blocages ou rassemblements. Même si la droite et l'extrême droite ont voulu se faire les porte-parole de cette colère, si Macron en a profité pour afficher le chiffon rouge du poujadisme et a voulu faire taire par certains endroits la contestation à coup de matraques et de lacrymo, la réalité est bien concrète : c'est une politique de classe, une politique au service des riches, qui a été dénoncée aujourd'hui.

La colère qui s'est exprimée est bien celles des classes populaires, des hommes et des femmes obligé-e-s de prendre leurs véhicule pour aller travailler, pour accéder à des services publics ou pour faire leurs démarches. Augmenter les taxes ne les fera pas changer de moyens de locomotion, mais fera encore baisser leur pouvoir d'achat. C'est aussi pour cela que les gilets jaunes mêlaient dans leur colère l'augmentation des carburants et celle de la CSG, la baisse des pensions, les multiples attaques menées par Macron depuis plus d'un an.

Macron paye aujourd'hui le mépris affiché pour les classes populaires, une fiscalité qui augmente les taxes payées aux prix fort par les plus pauvres, mais qui exonère d'impôts les plus riches et les capitalistes avec le CICE, la flat tax et la suppression de l'ISF.

Le prétexte de la lutte contre le réchauffement climatique est une sinistre farce : ce gouvernement comme les précédents pousse les classes populaires en dehors des centres villes et des zones urbaines par des loyers exorbitant pour des petits salaires, liquide le parc locatif des logements sociaux, oblige à faire des dizaines de kilomètres pour trouver des hôpitaux et des écoles. En même temps, un tiers des voies ferrées a déjà est supprimé et les dossiers du gouvernement prévoit 8000 kms de fermetures. Le fret ferroviaire, le ferroutage, ont été liquidés par les décisions gouvernementales. Une grande partie du territoire ne bénéficie pas de transports collectifs.

Dans les jours qui viennent, il va falloir mettre en mouvement le mouvement social, syndicats, associations et partis politiques, pour qu'ils donnent des prolongements à cette colère en initiant des mobilisations pour le pouvoir d'achat, une augmentation générale des salaires et pensions, la suppression des mesures fiscales qui frappent les classes populaires, contre la politique de Macron en faveur du Medef et des plus riches. Le NPA prendra des initiatives dans ce sens ces prochains jours.

Le NPA 65, TARDES, le 18 novembre 2018.